



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Commission Consultative Spécialisée
Secteur Droit – Économie - Gestion

9 juillet 2013

Compte rendu

Présents :

UFR-ip Droit Économie Gestion :

Céline BAS, Delphine COSTA

Étudiant :

Allan ROCHETTE (VPE)

Bibliothèque universitaire :

Yvette AUMÉRAN, Isabelle DIMONDO, Olivier PONCIN

Excusés :

UFR-ip Droit Économie Gestion :

Jean-Robert ALCARAS, Pierre-François FRESSOZ, Patricia PARTYKA

IUT-GCE :

François FULCONIS

UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE

Campus centre-ville

Site Ste Marthe

74 rue Louis Pasteur

84018 AVIGNON CEDEX 1

Tél. + 33 (0)4 90 16 27 60

Fax. + 33 (0)4 90 16 27 70

bu@univ-avignon.fr

<http://www.bu.univ-avignon.fr>

Il s'agit probablement de notre dernière Commission Consultative Spécialisée proprement dite ; le décret n° 2011-996 du 23 août 2011 relatif aux bibliothèques [...] des établissements d'enseignement supérieur a modifié le statut des SCD : les CCS s'appelleront désormais « Commissions Scientifiques Consultatives de la Documentation ». Le prochain Conseil documentaire (ancien Conseil de la Documentation) précisera les nouvelles règles (missions, modalités de désignation de ses membres, modalités de fonctionnement).

Pour mémoire...

Quelques informations générales sur la Bibliothèque universitaire :

- Ouverture de la Bibliothèque à 7 h 45 à la demande de notre public.
- Dans l'espace Presse, deux postes informatiques dédiés ont été installés : le premier, sans authentification, vous donne accès à des sites de presse en langue française et étrangère, le second, avec authentification, vous donne accès à deux bases de données de presse, *Factiva* et *Europresse.com*, ainsi qu'à des sites de presse en langue française et étrangère.
- La TVA appliquée au livre imprimé a fluctué pendant l'année 2012, passant de 5,5 % à 7 % à compter du 1^{er} avril puis retombant enfin à son taux initial le 1^{er} janvier 2013 – ce qui bien sûr n'a pas facilité notre gestion comptable...
- Les pages d'accès à la Bibliothèque électronique des quatre domaines d'enseignement de l'Université (dont Droit-Économie-Gestion) ont été modifiées sur le site de la bibliothèque. Elles comptent désormais 8 entrées :
 - . Bibliothèque électronique spécialisée : bases de données, périodiques en ligne spécialisés dans ce domaine ;
 - . Bibliothèque électronique généraliste : presse, dictionnaires et encyclopédies ;
 - . Livres électroniques : plus de 12.000 titres consultables en ligne, sans téléchargement ;
 - . A to Z : répertoire de e-ressources ;
 - . Collections numérisées : accès aux collections numérisées des grandes bibliothèques ;
 - . Open Access : archives ouvertes et revues en libre accès ;
 - . Moteurs de recherche et catalogues : moteurs de recherche de documents scientifiques et catalogues de grandes bibliothèques ;
 - . Signets : ressources électroniques sélectionnées par des professionnels du livre.

A. La Vie du fonds documentaire

I. L'Entretien du fonds

a. Un problème récurrent : les dégradations d'ouvrages de Droit

Depuis trois ans nous trouvons un nombre croissant d'ouvrages juridiques (essentiellement des manuels de 1^{ère} année) gravement endommagés : arrachage des feuilles, découpe au rasoir, etc. La plupart sont irréparables et nous devons les pilonner. Pourtant les manuels de base sont acquis en plusieurs exemplaires et il est facile de les photocopier, sans parler de nos nombreux codes en ligne et livres électroniques...

Le service des périodiques a constaté des faits similaires dans les revues juridiques.

De surcroît, nous avons trouvé un code pénal Dalloz 2012 truffé d'anti-sèches habilement découpées et intégrées dans le texte original de façon à ne pas attirer l'attention de l'examineur ; cet ouvrage a manifestement servi à truffer une épreuve. À la demande de Mmes Costa et Bas, un courrier à ce sujet sera envoyé par la Bibliothèque aux enseignants de droit ainsi qu'aux étudiants élus au Conseil de l'UFR-ip.

b. Désherbage du fonds

Le désherbage des collections du Libre-accès relevant des Sciences politiques (320), du Droit (340) et de l'Administration publique (350) était réclamé par les magasiniers gênés par le manque de place pour intercaler les nombreuses nouveautés.

Au terme de cette campagne de désherbage,

- 1.063 ouvrages (uniquement des manuels périmés et remplacés par au moins deux éditions plus récentes) ont été pilonnés ;
- 283 ouvrages ont été descendus en Magasins, dont les numéros antérieurs à 2000 de séries telles que : *Archives de philosophie du droit* ou *Travaux de l'association Henri Capitant*, les documents de l'Organisation des Nations Unies, des ouvrages de recherche en langue italienne sur l'histoire des institutions juridiques dans l'Italie médiévale... ainsi qu'un exemplaire de chaque code.

Désormais il ne reste à traiter que l'Économie (330).

c. Refonte de la signalétique

Suite aux campagnes de désherbage suivies de refolement menées dans le Libre-accès 000-600, la signalétique latérale a été entièrement refondue et mise en conformité avec la charte graphique de l'Université. La signalétique frontale (bandeaux) a été vérifiée et complétée, et la signalisation des Usuels a été améliorée.

d. La Bibliothèque du Laboratoire de Droit

Pour la première fois, la Bibliothèque du Laboratoire de Droit a été répertoriée de façon détaillée dans l'ESGBU (le bilan statistique de la Bibliothèque Universitaire), avec ses locaux (surface 36,2 m², 12 places de lecture), ses 2 postes informatiques publics, son quart de temps de personnel (non-professionnel des bibliothèques), ses collections (334 volumes et 6 titres de périodiques, occupant sur les rayonnages 46,4 mètres linéaires), ses acquisitions en 2012 de 22 volumes pour un montant de 874 € (chiffres fournis par Philippe Mori, secrétariat du Laboratoire Biens, Normes et Contrats).

Le bilan chiffré de cette bibliothèque associée augmentera sa visibilité aux yeux de l'administration et nous permettra de mieux suivre son évolution au cours des prochaines années.

II. L'Accroissement du fonds

a. Accroissement du fonds du secteur Droit en 2012

- Acquisitions payantes : 1.370 volumes pour 1.064 titres.
- Dons : 139 volumes, dont 110 en droit, 9 en économie, 2 en gestion, 4 en sciences politiques et 14 en sciences sociales.
- Centre de Documentation Européenne : 89 volumes ventilés, selon leur sujet, entre différents secteurs documentaires. La tendance actuelle est à une lente décline du support papier par rapport au support en ligne, ainsi qu'à une prédominance croissante de la langue anglaise.

Prescriptions des enseignants : 7 % du budget Monographies (essentiellement en sciences politiques).

b. Répartition Formation / Recherche

Dès 2006, la procédure d'indexation des ouvrages a intégré le code Conspectus ou niveau de profondeur de lecture :

1 – niveau Licence, public motivé

Manuels, mémentos, cours, travaux dirigés, annales, introduction à la discipline (présentation de la discipline, méthodologie, guide des études), lexiques et dictionnaires, guides pratiques, codes, grands arrêts (GAJA...), rapports officiels (La Documentation française), « Que sais-je ? »...

2 – niveau Master-Doctorat, enseignants-chercheurs

Traités, thèses (dactylographiées ou éditées : LGDJ...), mélanges, rapports de recherche (GIP...), actes de colloques, encyclopédies thématiques, documents du Centre de Documentation Européenne (sauf exception)...

Au niveau de l'ESGBU, ces deux notions correspondent approximativement aux deux niveaux de répartition de la documentation universitaire :

Niveau 1 = Formation (ou Enseignement)

Niveau 2 = Recherche

Secteur Droit-Économie-Gestion en 2012 : Répartition des ouvrages entre Formation et Recherche (calculé d'après le nombre de volumes) :

%	Ouvrages
Formation	76
Recherche	24

Pour comparaison, en 2011 : Formation 75 %, Recherche 25 %.

c. Le Volet documentaire du Plan Réussite en Licence

Dans le cadre du Plan Réussite en Licence, l'UAPV avait attribué en 2010 et 2011 au SCD un crédit de 20.000 € - dont 5.000 € pour le secteur Droit-Économie-Gestion - dans le but d'acquérir un fonds documentaire spécifiquement consacré aux étudiants de L1, afin d'améliorer leur taux de réussite et de favoriser leur bonne intégration dans le cursus universitaire.

À présent ces crédits ne sont plus distincts de l'enveloppe budgétaire globale, mais nous avons cependant décidé de continuer et même d'intensifier notre effort en direction des étudiants primo-arrivants.

La Commission consultative spécialisée de 2009 nous avait permis de définir le type de documents à acquérir : support, contenu, nombre d'exemplaires et politique de prêt associée. Suite à la Commission, plusieurs enseignants nous ont précisé les éditeurs et collections qu'ils recommandaient plus particulièrement.

Un besoin récurrent est constaté chez les étudiants de L1 en manuels de base et ouvrages de référence : les ouvrages empruntables ne sont pas rendus à temps et sont thésaurisés par quelques-uns, les ouvrages exclus du prêt (pour rester accessibles à tous) sont volés ou cachés, et les étudiants se plaignent de ne pouvoir y accéder aussi facilement que nécessaire.

Aussi avons-nous acquis un exemplaire supplémentaire des manuels les plus fondamentaux, passant ainsi de deux à trois exemplaires ; ces manuels peuvent être empruntés mais pendant un délai plus court (7 jours au lieu de 21) et non renouvelable, afin qu'ils circulent rapidement parmi le plus grand nombre possible d'étudiants.

Par ailleurs, des annales, des ouvrages de TD, d'exercices et de méthodologie leur permettant de consolider leurs connaissances ont été acquis, mais en deux exemplaires seulement, avec la même politique de prêt. Des dictionnaires et lexiques, consultables sur place et donc toujours accessibles, ne nécessitent par contre qu'un seul exemplaire.

Modulation entre type de documents, nombre d'exemplaires et politique de prêt

Type de document	Éditeurs, collections	Nombre d'exemplaires	Politique de prêt
Manuels les plus fondamentaux en droit et en économie	Dalloz, LGDJ, Montchrestien, Cujas, Economica, Hachette supérieur, Litec, PUF...	3	7 jours non renouvelables
Ouvrages de TD, manuels d'exercices	Lexis Nexis (Juris Classeur. Objectif droit), Litec (Objectif droit. TD), LGDJ (Exercices corrigés)...	2	7 jours non renouvelables

Ouvrages de méthodologie	Hachette supérieur (Les Fondamentaux. Droit, sciences politiques), LGDJ (Les Méthodes du droit), Montchrestien (Cours)...	2	7 jours non renouvelables
Annales de sujets d'examens	Dalloz (Annales du droit)...	2	7 jours non renouvelables
Dictionnaires, lexiques	Dalloz (Lexique), PUF, Dunod (Dico Dunod)...	1	Consultable sur place

Bilan des acquisitions

Volet documentaire du Plan Réussite en Licence 2012, secteur Droit-Économie-Gestion : 10.303 € (6.462 € en 2011), correspondant à 163 titres (99 en 2011) et 485 volumes (297 en 2011).

Notre effort en faveur des étudiants primo-arrivants a donc été pratiquement doublé par rapport à l'année précédente.

Répartition des acquisitions entre disciplines : 88 % en Droit, 12 % en Économie-Gestion (l'offre éditoriale en manuels de base y est sensiblement moins développée qu'en Droit).

Bilan des prêts

Nombre de prêts en 2012 : 2.169 prêts, dont 76 % par des étudiants de niveau Licence.

Ce chiffre montre que l'intérêt de cette documentation de base, quoique ciblant un public spécifique et majoritairement utilisée par celui-ci, transcende partiellement ce clivage : les grands fondamentaux sont exploités pour 24 % par les étudiants de niveau Master et Doctorat ainsi que par les enseignants-chercheurs.

Parmi les titres les plus empruntés figurent des manuels de droit civil, constitutionnel, administratif et du travail.

Le délai de prêt de 7 jours seulement avait pour but de faciliter et intensifier la rotation du fonds : le fait que les titres les plus empruntés enregistrent jusqu'à 43 prêts (contre 10 ou 11 en secteur Lettres) prouve que le but a été atteint.

d. Renouvellement du marché documentaire

Le marché documentaire du SCD ayant pris fin (le fournisseur de notre secteur est actuellement la Librairie Decitre de Lyon), nous avons initié une nouvelle procédure de passation de marchés publics en liaison avec la Cellule des marchés de l'Université. La durée de ce marché est de quatre ans à partir de la date d'attribution du marché.

La date limite de réception des offres des candidats est le 24 juin 2013.

III. La Valorisation du fonds

a. Formations documentaires

- **Niveau Licence**

Une UE (Unité d'Enseignement) d'ouverture « Formation documentaire » a été dispensée aux étudiants de L1 de l'UFR-ip Droit Économie Gestion (L1 Droit, L1 AES et L1 Économie-Gestion). Cette UE s'inscrit dans une démarche transversale de formation méthodologique.

Elle comporte 12 h de formation pour chaque étudiant, réparties en 8 séances d'1h30 chacune :

- Présentation générale (amphithéâtre) : présentation de l'UE, du portail documentaire du SCD...
- Typologie des documents (salle de vidéoprojection) : qu'est-ce qu'une monographie, un périodique ?...
- Catalogue informatisé de la Bibliothèque et accès aux documents (salle informatique de la BU).
- Méthodologie de la recherche (salles de l'Université).
- Recherche sur l'Internet, la validité de l'information, le droit d'auteur (salles de l'Université).
- Les Bases de données (salles de l'Université). Évaluation : QCM en ligne (correction automatique).
- Synthèse et application (BU).
- Évaluation finale : description d'une démarche de recherche sur un sujet choisi en liaison avec l'enseignant-responsable

Les formations ont été dispensées par quatre étudiants vacataires dont trois issus de la filière Droit (1 master et 2 doctorants) encadrés par un personnel titulaire.

Le service Formation utilise la plate-forme pédagogique de l'Université, qui permet à la fois de déposer des supports de cours, de faire des évaluations (QCM auto-correctifs...) et de communiquer avec les étudiants.

326 étudiants Droit, 236 étudiants AES et 220 étudiants Économie-Gestion ont suivi cette UE, soit 782 pour l'UFR-ip Droit Économie Gestion

Parmi les étudiants qui ont suivi cette formation, 75,50 % d'étudiants Droit, 44 % d'étudiants AES et 71 % d'étudiants Économie-Gestion en ont obtenu la validation.

- **Niveau Master**

Ont suivi la formation à la recherche documentaire spécialisée :

- Master 2 Droit des contrats privés et publics (recherche) : 21 étudiants
- Master 2 Juriste européen (professionnel) : 0 étudiants

Ces formations de 3 h. sont réalisées en collaboration étroite avec les enseignants responsables des enseignements.

Chaque formation, qu'elle soit de niveau L ou M, donne lieu à l'élaboration d'un document pédagogique spécifique, complété et mis à jour chaque année, consultable sur le site du SCD .

b. Exposition

- **Exposition « Ouvrages fondamentaux pour les étudiants de Licence »** du 3 au 28 septembre 2012

Présentation aux étudiants de L1 des livres jugés indispensables à leur réussite (dont une section consacrée au Droit, à l'Économie et à la Gestion), de façon à les familiariser avec les titres, les éditeurs, les collections : principaux manuels, lexiques, codes, GAJA, ouvrages de méthodologie...

c. Blog

Désireuse de continuer à diversifier ses moyens de communication pour attirer toujours plus les étudiants et les inciter à la lecture, la Bibliothèque universitaire a lancé BuALOG, le blog de la bibliothèque (accès par la page d'accueil de notre site). Ce blog propose des aides à l'utilisation des services documentaires, des conseils de lecture, des zooms sur des ouvrages ou des bases de données, ainsi que des informations culturelles plus générales.

Le secteur documentaire Droit-Économie-Gestion ayant, comme les autres, été invité à y participer, l'attention de notre lectorat a donc été attirée sur la parution de manuels ou de mélanges particulièrement intéressants, sur la dimension juridique de l'œuvre de Balzac, romancier du droit de son époque, ou encore sur la préconisation par le Conseil de l'Europe d'un Identifiant Européen de la Législation (ELI) permettant de citer les documents juridiques émanant de l'Union européenne et de ses États membres...

B. La Politique documentaire

a. Les Périodiques

En 2012, le secteur documentaire recense 151 périodiques papier vivants, dont 118 en Droit-Sciences politiques et 33 en Économie-Gestion, pour un coût global de 29.724 €.

Nos lecteurs peuvent emprunter les périodiques (4 numéros pendant 7 jours, avec possibilité de renouvellement pour 7 autres jours), à l'exception du dernier numéro.

Bilan du prêt des périodiques en 2012 :

487 prêts pour le secteur documentaire (contre 507 en 2011), dont 309 en Droit, 142 en Économie, 20 en Gestion et 16 en Sciences politiques, soit une moyenne de 3,25 prêts par titre de périodique.

Périodiques de Droit les plus empruntés :

La Lettre du cadre territorial ; Inforegio news ; Communiqué du Fonds européen pour l'amélioration des conditions de vie et de travail ; RDT info [Commission européenne, Direction générale de la science, de la recherche et du développement] ; Rapport annuel d'activité de l'Office d'harmonisation dans le marché intérieur : marques, dessins et modèles.

Le résultat de cette année est étonnant, car bien éloigné des grands classiques (*Droit social, La Revue administrative*, etc.) auxquels nous étions accoutumés. Bien sûr, les périodiques classiques étant souvent disponibles en version électronique, il est donc moins utile de les emprunter sous leur forme papier...

Nous constatons par ailleurs un recul du droit pur et académique par rapport à ses applications dans le droit du travail ou de la propriété intellectuelle, et surtout un intérêt nouveau pour la dimension européenne de la discipline (4 périodiques sur 5 provenant de notre Centre de Documentation Européenne).

Périodiques d'Économie les plus empruntés :

Le Nouvel économiste ; Enjeux les Échos ; Cahiers régionaux de la Banque de France PACA ; Alternatives économiques ; RAMSES : rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies.

Périodiques de Gestion les plus empruntés (à la Bibliothèque centrale) :

Personnel ; La Revue des sciences de gestion ; Strategic management journal ; Journal of management ; Revue internationale de la PME.

Périodiques de Sciences politiques les plus empruntés :

Pouvoirs ; Revue française d'histoire des idées politiques ; Le Débat : histoire, politique, société ; Allemagne d'aujourd'hui : politique, économique, société ; Pouvoirs locaux : les cahiers de la décentralisation.

Abonnements papier ayant pris fin :

- *Actualidad económica* (support papier éteint en septembre 2012 – version électronique disponible sur *Factiva*)
- *Finance contrôle stratégie* (support papier éteint en juin 2012 – version électronique disponible sur *Revues.org*)

Proposition de nouveaux abonnements

- *Juris art etc* : le mensuel du droit et de la gestion des professionnels des arts et de la culture. - Éditions Dalloz. 142,50 € TTC version papier, 238 € TTC version papier + électronique.

L'offre est acceptée (version papier) : cette revue sera utile pour l'information juridique des étudiants des Masters Stratégie du développement culturel, Patrimoine et archives historiques... Plus onéreuse, la version électronique ne sera acquise qu'en cas de demande des usagers.

- *Études foncières* / ADEF – Association des Études Foncières, think tank du foncier. - Bimestriel. 132 € TTC

Sur la demande de Chloé Desgranges, doctorante UFR-ip SHS : « Revue très riche (juridique, économique, géographique...) mais difficile à trouver en-dehors des BU. »

L'offre est refusée en raison de l'absence de demande par les enseignants-chercheurs. Dans une thématique proche, nous avons déjà *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment*.

- *Le Vigneron : les Côtes du Rhône et du Sud-Est*. - Bimensuel. 44 € TTC

Demandé par M. Badre Mahdi pour le Master Commercialisation internationale des vins.

Ce titre étant plus une revue d'actualité qu'un périodique de niveau universitaire, sur proposition de la Commission la Bibliothèque contacte les responsables de ce Master pour leur demander leur avis : Anne-Luce Coulomb, responsable de la filière Vin, estime cet abonnement injustifié : elle tient déjà cette revue à la disposition des étudiants.

Propositions de désabonnements

- *International journal of children rights*. 516 €
- *International journal on minority and group rights*. 471 €

Olivier Poncin, responsable du service Périodiques, s'interroge sur l'utilité de ces deux titres, coûteux mais qui ne sont plus empruntés. Il contactera les enseignants de droit à la rentrée pour leur demander s'ils consultent encore ces périodiques.

b. La Documentation électronique

1. Les Livres électroniques

Les livres électroniques ou *e-books*, consultables gratuitement à partir des postes de la bibliothèque ou depuis son domicile par tout lecteur inscrit à la bibliothèque, rencontrent un vif succès, principalement auprès des étudiants de Licence.

Par l'intermédiaire du consortium d'achat Couperin, nous mettons à la disposition de nos lecteurs l'offre du fournisseur Cyberlibris : il s'agit d'un ensemble de 4 bouquets thématiques, dont 3 nous intéressent plus particulièrement :

- Sciences économiques et gestion : 3.337 titres.
- Sciences humaines et sociales : 6.971 titres.
- Emplois, métiers et formations : 257 titres.

L'offre s'est développée quantitativement mais aussi diversifiée, en s'ouvrant à la production éditoriale anglo-saxonne.

- Principaux éditeurs en Droit : EMS éditions, Gualino, Eyrolles, Dunod... ; quelques Montchrestien et LGDJ.
- Principaux éditeurs en Économie-Gestion : EMS éditions, Gualino, Eyrolles, Dunod, Vuibert... ; en anglais : World Trade Press, Marshall Cavendish, McGraw Hill...

Ce sont plutôt des documents de niveau Formation que Recherche : les manuels sont particulièrement bien représentés.

L'accès en est toujours aussi peu ergonomique, avec un moteur de recherche peu performant, mais Olivier Poncin travaille actuellement sur un projet visant à intégrer les notices des livres électroniques dans le catalogue informatisé de la Bibliothèque : la recherche en deviendrait plus facile et plus agréable.

Delphine Costa déplore que Cyberlibris n'ait pas prévu une application mobile dédiée permettant de consulter ces livres électroniques sur une tablette numérique, comme on le fait par exemple avec *Gallica*.

2. Les Bases de données en ligne

Panorama des bases de données

- Bases payantes en Droit

Dalloz.fr, Le Doctrinal Plus, JurisClasseur, LamyLine Reflex – 2LR, Lextenso, Mémentis Francis Lefebvre + Navis Fiscal, Net permanent – ELNet.

Sept bases de données juridiques payantes, comprenant un total de 91 périodiques électroniques et de 308 « documents intégrés » (encyclopédies Dalloz ou JurisClasseur, ouvrages LamyLine, Mémentis Francis Lefebvre, dictionnaires et codes Net permanent...).

- Bases payantes en Économie-Gestion

Business Source Elite - EconLit.

Voir l'Annexe I : La Bibliothèque électronique en 2012.

Problèmes d'accès à Dalloz.fr

Dalloz a modifié son système d'authentification sans nous en informer, ce qui a empêché temporairement l'accès distant des utilisateurs à sa base. Le manque de communication des fournisseurs électroniques envers leurs clients est un problème récurrent, souvent dénoncé sur des sites professionnels comme Juriconnexion.

Contentieux avec JurisClasseur

Saisis par leurs membres, L'ABES et Couperin ont vivement réagi à l'initiative de JurisClasseur qui, de façon unilatérale et sans préavis, a supprimé l'accès aux matières notariales :

- Encyclopédies JurisClasseur :
 - JCI. Fiscalité immobilière
 - JCI. Impôt sur la fortune
 - JCI. Liquidations – Partages
 - JCI. Formulaire notarial
 - JCI. Répertoire notarial
- Revues :
 - La Semaine juridique – Notariale et immobilière
 - Revue fiscale notariale

À la demande de Couperin, l'ABES a appliqué en 2012 **une réfaction de 16 % du marché** pour compenser la prestation non fournie.

Après quoi, par avocats interposés et avant un recours contentieux, l'ABES-Couperin s'est efforcé de négocier un accord à l'amiable avec le fournisseur LexisNexis, dans le but d'éviter tout blocage qui pénaliserait les utilisateurs. Il a été question de l'accord suivant :

- Un avenant au marché sera rédigé, signé entre les parties prévoyant une diminution de 5,75 % du prix global du marché correspondant à un accès aux contenus de l'offre dite « de base » hors contenus notariaux ;
- Les contenus notariaux seraient optionnels, ouverts aux seuls établissements qui le choisiraient, avec un accès distant inclus.

Cependant, aux dernières nouvelles la situation serait toujours bloquée, LexisNexis jouant probablement la carte du pourrissement de la situation.

Statistiques d'utilisation

Les statistiques d'utilisation des bases de données en ligne devant être collectées auprès de chaque éditeur, les données recueillies ne sont pas vraiment homogènes.

Toutefois, on remarque sans surprise que comme l'année dernière, *Dalloz.fr* et *JurisClasseur* sont les grands favoris de nos lecteurs ; ils sont suivis par *Doctrinal Plus* et *Lextenso*. L'outsider *Doctrinal Plus* a remarquablement rattrapé son retard depuis qu'il offre un accès à certains périodiques en texte intégral, au point qu'il devance même *Lextenso*.

Delphine Costa déplore qu'il n'existe pas de ressource électronique réalisant le dépouillement des mélanges, ce qui faciliterait l'exploitation de ces documents si intéressants pour la recherche.

Accès distants

À la demande de Céline Bas et en collaboration avec la Direction Opérationnelle des Systèmes d'Information (DOSI), la base de données *LamyLine.fr* est désormais accessible par accès distant.

Pour faciliter l'accès des étudiants à notre bibliothèque électronique, désormais un identifiant unique leur suffit pour s'y connecter, aussi bien depuis les postes de la BU que depuis chez eux grâce à l'ENT.

Onglet ENT

L'onglet « BU » de l'Environnement Numérique de Travail (ENT) a été actualisé en collaboration avec Julien Dardenne de la DOSI. Désormais la présentation en est dynamique : quand on passe la souris sur le logo d'une base de données, son descriptif complet apparaît.

Suite à la demande de plusieurs doctorants, une base de données gratuite a été ajoutée aux bases du secteur Droit-Économie-Gestion : le **Legal Information Institute**.

Géré par la Faculté de Droit de l'Université Cornell (Ithaca, état de New-York), le *Legal Information Institute* offre à tous un accès libre aux sources du droit des USA, ainsi que des outils pédagogiques permettant de mieux le comprendre.

Licences nationales

Dans le cadre de la mise en place de la « Bibliothèque scientifique numérique », l'ABES a été mandatée par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche fin 2010 pour négocier et acquérir des ressources sous forme de licences nationales en s'appuyant sur les expertises du consortium Couperin et de l'INIST-CNRS.

À la différence des groupements de commandes actuels : financement à la source par le Ministère ; tous les établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche en seront bénéficiaires ; les achats portent sur des archives de périodiques électroniques et d'e-books, et non sur des abonnements courants.

Bases déjà disponibles sur notre réseau : *Springer*, *Classiques Garnier*...

Actuellement en négociation :

Sciences économiques et gestion	Emerald Group Publishing	<i>Emerald Management e-journals Archives</i>	Archives de collections de revues scientifiques	Vol 1 – 2006	230 titres
Sciences juridiques	Brill	<i>Recueil des Cours de l'Académie de la Haye en ligne</i>	Recueil de cours	Vol 1 - 2012	–

Pour en savoir plus :

<http://www.licencesnationales.fr/>

c. Le Plan de développement des collections

La prochaine année universitaire verra plusieurs changements dans l'offre pédagogique, changements susceptibles d'impacter notre politique documentaire.

Suppression de la Licence Économie-Gestion

Avec la programmation de la suppression progressive de la Licence Économie-Gestion, faisant suite à la fermeture du Laboratoire PRATIC en 2009, la question de l'avenir de la documentation Économie et Gestion à l'UAPV se pose avec insistance. En l'absence des économistes et des gestionnaires à cette Commission, il ne nous est pas possible d'évaluer l'impact que cette décision doit avoir sur notre politique documentaire ; après la rentrée, nous reprendrons contact avec eux pour débattre ensemble de cette importante question.

Suppression de deux Masters de Droit

➤ Le Master Juriste européen

Une partie du contenu de ce Master a été intégré au Master Droit des contrats ; la Licence AES intègre une orientation Service public – Europe ; par ailleurs, le droit communautaire en général, et la protection européenne des droits de l'homme en particulier, demeurent des champs d'investigation pour le Laboratoire Biens, normes et contrats.

Aussi le droit communautaire doit-il rester un axe thématique majeur pour le développement de nos collections.

➤ Le Master Droit des biens culturels

Certes ce Master est supprimé, mais la Culture reste un l'un des axes privilégiés de l'UAPV : ainsi, au delà de l'UFR-ip Droit-Économie-Gestion, les étudiants des Masters Stratégie du développement culturel ou encore Patrimoine et archives historiques éprouvent le besoin d'une documentation juridique. On ne peut donc faire entièrement l'impasse sur ce thème, même s'il se trouve un peu en perte de vitesse.

Voir l'Annexe II : Le Plan de développement des collections 2013-2014.

Annexe I

LA BIBLIOTHÈQUE ÉLECTRONIQUE EN 2012

Bases de données juridiques et économiques

Titre	Coût	Contenu
Business Source - Econlit	7.803,89	Économie-Gestion
Dalloz.fr	3.048,96	Droit
Le Doctrinal Plus	6.916,40	Droit
JurisClasseur	7.271,58	Droit
LamyLine Reflex	5.041,80	Droit
Lextenso	2.006,10	Droit
Mementis Francis Lefebvre + Navis Fiscal	3.236,38 2.927,81	Droit
Net permanent - ELNet	2.152,80	Droit
Total	40.405,72	

Bases de données interdomaines

Britannica
Dictionnaire Collins
Electre
Encyclopédie Multimedia Larousse
Le Grand Robert de la langue française
Encyclopaedia Universalis
Factiva
Global Books in print
Kompass

Périodiques électroniques

Cairn
JSTOR

Livres électroniques

Cyberlibris

Annexe II

- Bibliothèque de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse -

PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIONS
Secteur Droit – Économie - Gestion

2013-2014

A. Le contexte

1. Public du secteur documentaire en 2012

	Droit	Sciences Po	Économie-Gestion
Licence	(Licence et DU) 1.115	(Licence et DU) 366	(Licence, Licence pro, DU et DUT) 1.047 dont 284 à l'IUT
Master	119	66	126
Doctorat	33	-	3
Enseignement	70		34 à l'IUT
Total du public	1769		1210

2. Budget du secteur documentaire en 2012

	Budget global	Droit	Science politique	Économie-Gestion
Monographies	53.268 €	39.418 €	5.860 €	7.990 €
Périodiques	29.724 €	25.219 €		4.505 €
Documentation papier	82.992 €	70.497 € soit 85 %		12.495 € soit 15 %
Documentation électronique	40.405 €	32.601 € soit 81 %	<i>Non quantifiable</i>	7.804 € soit 19 %
Total du secteur documentaire	123.397 €	103.098 € soit 83 %		20.299 € soit 17 %

On note une augmentation sensible des crédits Monographies : 53.268 € en 2012 contre 46.561 € en 2011 et 40.536 € en 2010, grâce au fonds de réactivité (10.200 €) et à un reliquat (exceptionnel) de la documentation électronique (2.000 €).

Le plan de développement des collections du secteur Droit-Économie-Gestion est élaboré lors de la Commission Consultative Spécialisée annuelle, en étroite collaboration avec les enseignants-chercheurs de l'Université.

B. Les Axes de développement

1. Par langues

- Langue française pour le Droit.
- Langue anglaise pour la Gestion de niveau Master et Doctorat (périodiques, bases de données).

2. Par supports

- Accroissement constant de la documentation électronique par rapport à la documentation papier

Plus spécifiquement, les abonnements de certains périodiques papier particulièrement onéreux (annuaires et encyclopédies juridiques à mises à jour) ont été progressivement reconvertis en abonnements aux bases de données en ligne correspondantes (*Mémentos Francis Lefebvre*, *JurisClasseur*, *Lamyline Reflex* et *Dalloz.fr*) pour profiter des modes de recherche plus performants, de la mise à jour permanente de l'information, de son accessibilité à partir de tous les postes de l'Université ainsi que par accès distants.

Conformément au PDC, le processus a été mené à son terme avec la conversion sur support électronique de la dernière encyclopédie juridique à mise à jour : les *Dictionnaires et codes permanents* des Éditions législatives, sous la forme de la base de données *Net permanent*.

Seuls **cinq périodiques incontournables** sont reçus à la fois sous forme papier et électronique : le *Recueil Dalloz*, *La Semaine Juridique*, *Les Petites affiches*, le *Recueil Lebon* et *l'AJDA*.

- Montée en puissance progressive des bases de données en ligne par rapport aux cédéroms

Si, globalement, les cédéroms sont progressivement abandonnés au profit des bases de données en ligne, plus réactives et bénéficiant d'une meilleure accessibilité à distance, des produits innovants comme les cédéroms interactifs multimédias *Droit in-situ* (version électronique de colloques et conférences juridiques) sont acquis car répondant à un besoin spécifique des enseignants et étudiants avancés. Ils sont accessibles à la Vidéothèque (prêt d'écouteurs sur demande).

- Un support innovant : le livre électronique

Les lecteurs peuvent désormais consulter depuis leur domicile une collection de livres électroniques (fournisseur Cyberlibris). L'offre comporte des manuels et autres ouvrages de niveau Licence en Droit, Économie et Gestion, certains en anglais. L'abonnement annuel a été préféré à l'acquisition définitive, afin de pouvoir remplacer chaque année les titres périmés par de nouvelles éditions.

- Enrichissement et diversification de l'offre en bases de données

La typologie de la documentation électronique est plus riche et plus variée en Droit qu'en Économie et Gestion.

Typologie des bases de données juridiques :

- Périodiques en ligne : *Lextenso*.
- Base de dépouillement bibliographique : *Le Doctrinal Plus*.
- Annuaires et encyclopédies juridiques à mises à jour : *Mémentis Francis Lefebvre*, *Navis Fiscal*, *JurisClasseur*, *Lamyline Reflex*, *Dalloz.fr*, *Net permanent*.
- Bases de données officielles diffusant gratuitement l'information juridique (ou sur l'histoire des institutions) d'un État ou d'un groupement d'États au titre du service public : *Légifrance*, *Europa*, *ENA*.

Typologie des bases de données économiques et de gestion :

- Périodiques en ligne : *Business Source Elite, JSTOR*.
- Base de dépouillement bibliographique : *Econlit*.
- Annuaire des entreprises : *Kompass*.
- Bases de données officielles diffusant gratuitement l'information économique : *Eurostat, GDF, GEM, INSEE, WDI*.

Nous faisons l'acquisition de nos bases de données par l'intermédiaire de Couperin, consortium d'achat des universités françaises.

Désormais les lecteurs peuvent consulter la documentation électronique, non seulement à partir des postes informatiques de l'Université, mais aussi depuis leur domicile grâce aux accès distants.

3. Par cycles universitaires

a. Droit

- Une stratification par cycles relativement faible

D'une manière générale, les documents juridiques ne sont pas aussi strictement cloisonnés par cycles universitaires que, par exemple, les documents scientifiques : certains ouvrages (codes, recueils de jurisprudence...) sont autant consultés par l'étudiant de première année que par le chercheur ou le professionnel du droit.

- Documentation de niveau Licence

Manuels, mémentos, cours, travaux dirigés, annales, introduction à la discipline (présentation de la discipline, méthodologie, guide des études), lexiques et dictionnaires, guides pratiques, codes, grands arrêts (GAJA...), rapports officiels (La Documentation française), « Que sais-je ? »...

La documentation spécifique au niveau Licence se répartit de façon homogène sur l'ensemble de la discipline juridique : toutes les branches du droit (droit public, privé, pénal...) doivent bénéficier d'une couverture documentaire adéquate.

Pour répondre aux besoins des nombreux étudiants en Licence, ces documents sont acquis en deux exemplaires, sauf ceux recommandés par les enseignants qui le sont en trois.

En cas d'exemplaires multiples, l'un de ceux-ci est « exclu du prêt » afin de demeurer disponible à la consultation.

- Documentation de niveau Master et Doctorat

Traités, thèses (dactylographiées ou éditées : LGDJ...), mélanges, rapports de recherche (GIP Droit et justice...), actes de colloques, encyclopédies thématiques, documents du Centre de Documentation Européenne, reprints ou rééditions de textes faisant date dans l'histoire de la discipline (Panthéon-Assas : « Les Introuvables »)...

La documentation de niveau Master et Doctorat, plus spécialisée, suit les thèmes de l'enseignement et de la recherche à l'Université.

Les lecteurs étant moins nombreux, les documents sont acquis en un seul exemplaire.

- Un équilibre délicat à maintenir entre les cycles

En nombre de volumes, l'accroissement des collections de niveau Licence « pèse » bien sûr plus lourd afin de concourir à l'intégration harmonieuse et à la réussite universitaire des étudiants de première année.

Parallèlement à cette action, un effort particulier est maintenu depuis 2000 afin de répondre aux besoins documentaires spécifiques des étudiants avancés et des enseignants-chercheurs : acquisition systématique de mélanges, actes de colloques, collections de thèses (LGDJ : « Bibliothèque de droit privé, public », etc.).

Grâce à un partenariat avec le Centre National du Livre de 2001 à 2003, l'acquisition de collections antérieures de périodiques (*Recueil Dalloz, La Semaine juridique, Recueil Lebon, etc.*) a permis à notre bibliothèque de compenser partiellement la relative jeunesse de son fonds de niveau recherche.

b. Gestion

La stratification de la documentation par cycles universitaires est plus nette en sciences de Gestion.

- Documentation de niveau Licence

Monographies et périodiques en français, répartis entre la Bibliothèque centrale et l'Antenne documentaire de l'Agroparc (Bibliothèque IUT-IUP).

- Documentation de niveau Master et Doctorat

Périodiques et bases de données (essentiellement périodiques en ligne) en anglais ; les périodiques papier sont consultables à la Bibliothèque centrale.

La documentation de Gestion nécessite une concertation étroite entre la Bibliothèque centrale et l'Antenne documentaire de l'Agroparc. Une navette documentaire relie, chaque semaine, l'Agroparc et la Bibliothèque centrale ; elle permet aux lecteurs d'emprunter indifféremment ouvrages et périodiques de l'une ou l'autre de ces bibliothèques, facilitant ainsi l'accès de tous à l'ensemble du fonds documentaire du SCD.

4. Par disciplines et par thèmes

a. Par disciplines

Actuellement, la documentation de ce secteur s'articule essentiellement autour du Droit et de la Gestion, deux des grands axes identitaires définis par le Contrat quadriennal 2008-2011 de l'Université.

- La prédominance du Droit

Par rapport aux deux autres disciplines du secteur (Sciences politiques et Économie-Gestion), la prédominance quantitative de la documentation en Droit (nombre de mètres linéaires occupés par les collections, accroissement en nombre de volumes et en coût) traduit le poids important de l'enseignement juridique à l'Université (ancienneté, notoriété, nombre d'étudiants...).

- Une discipline en phase ascendante : l'Économie-Gestion

. La discipline Économie-Gestion reflète la convergence des centres d'intérêt de l'UFR-ip Droit Économie Gestion et de l'IUT. Depuis quelques années elle a acquis une vitalité nouvelle, concrétisée, entre autres, par la création de Masters en management et commerce international. Aussi le poids de cette discipline augmente-t-il régulièrement dans la répartition budgétaire du secteur...

- Le charme discret des Sciences politiques

Faute d'une demande spécifique de la communauté universitaire, les Sciences politiques sont restées longtemps assez minoritaires au sein du secteur documentaire. Toutefois, l'arrivée d'enseignants politistes, la création d'une Licence renouvelée AES à orientation générale « Science politique » et d'un Master Politiques sociales témoignent d'un renouveau d'intérêt pour cette discipline.

b. Par thèmes

Au niveau de la documentation Master et Doctorat, les thèmes de l'enseignement et de la recherche à l'Université déterminent les grands axes de développement :

*** : visant à l'exhaustivité, à l'excellence.

Axes thématiques majeurs

- ***** Droit des contrats et des obligations** : 346.02 (*indice Dewey*)
Marchés publics : 346.023
- ***** Droit communautaire** : 341.242
Marché commun, aspects économiques de l'UE : 337.142
Construction européenne, aspects politiques de l'UE : 321.04
Droits de l'homme (protection européenne et internationale) : 341.48
- ***** Politiques sociales**
Science politique, sociologie politique : 320
Histoire de la pensée politique : 320.09
Droit social : 344
Droit de l'aide et de l'action sociale, droit de la Sécurité sociale : 344.02
Action publique, politiques publiques, gouvernance : 350
Collectivités territoriales, gouvernance territoriale : 352
- **Droit des biens culturels**
Droit de la culture : 344.09
Propriété intellectuelle : 346.048
Droit de la communication, du multimédia, de l'informatique et des réseaux : 343.099
- **Professions judiciaires**
(avocat, magistrat, commissaire de police...) : 347
Concours de la fonction publique (épreuves, préparation) : 351.3
- **Droit notarial**
Droit des biens, droit immobilier : 346.04
Droit rural : 343.076
Droit de la famille : 346.01
Droit des successions : 346.05
Droit fiscal, fiscalité des affaires : 343.04

- **Droit de l'agroalimentaire** : 343.076
 Droit de l'agriculture et de l'agroalimentaire, droit rural : 343.076
 Droit de l'environnement, droit de l'eau : 344.046
 Droit de la consommation, droit de l'alimentation : 343.071
 Agriculture (aspects économiques), marchés agroalimentaires : 338.1

- **Administration publique** : 350
 Droit constitutionnel et institutions politiques : 342
 Droit administratif : 342.06
 Droit de l'urbanisme : 346.045

- **Économie sociale et solidaire** : 334
 Coopératives, mutuelles, économie associative : 334
 Commerce équitable : 338.91
 Développement durable : 333
 Management responsable : 658.401

- **Gestion** : 650 à 659
 Marketing : 658.8
 Management des ressources humaines : 658.3
 Gestion financière de l'entreprise : 658.15
 Stratégie d'entreprise : 658.401
 Droit de l'entreprise : 343.08
 Commerce international : 337
 Transport (logistique) : 658.7
 Banque : 332.1 et 346.08 (droit bancaire)
 Assurances : 368 et 346.08 (droit des assurances)

Axes thématiques mineurs

- Théorie du droit, philosophie du droit : 340.1
- Histoire du droit : 340.09
- Droit du tourisme : 344.094
- Droit du sport : 344.099